

La Colombie vit un conflit interne depuis près de 50 ans. Il oppose la guérilla des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), d'inspiration marxiste, au gouvernement central. Malgré la méfiance durablement installée, un processus de paix est pourtant en cours, et pourrait bientôt voir les protagonistes arriver à un accord. Accueillis par Cuba, les pourparlers donnent déjà des résultats probants, mais le chemin est encore long avant d'arriver à une réconciliation.

Retour sur un des plus vieux conflits de la planète et sur les défis qui se posent déjà pour l'après-conflit... Depuis quelques semaines, La Havane accueille le dialogue de paix entre une guérilla fatiguée mais toujours active, et un gouvernement désireux d'en finir avec un conflit qui mine son image sur la scène internationale. La Norvège et Cuba sont les deux médiateurs principaux, alors que le Vénézuéla et le Chili accompagnent le processus. Ces pays portent ainsi la lourde responsabilité de la réussite de ces discussions, qui réunissent cinq représentants de chaque camp depuis le mois de novembre 2012. Le 19 mars 2013, la septième ronde de négociations s'est clôturée avec déjà un premier succès partiel engrangé. Le chapitre sur l'accès et l'usage de la terre, thème hautement sensible qui, selon les protagonistes est à l'origine du conflit interne, est en passe d'être bouclé et pourrait bien faire l'objet d'un accord lors de la prochaine rencontre. Dans ce pays, la concentration des terres est alarmante. Selon les Nations Unies, il s'agit de l'un des pays les plus inégalitaires en termes de distribution des terres : 52 % des terres agricoles sont aux mains d'à peine 1% de la population ^[1] L'indice « Gini » de concentration de propriété rurale en Colombie est de 0,85, alors que le taux maximum d'inégalité est fixé à 1.. Ces grands propriétaires terriens ont toujours bloqué toute réforme agraire de grande ampleur grâce à leur mainmise sur le pouvoir. De plus, s'est ajouté à cette situation l'accaparement de 6,6 millions d'hectares de terres ces 20 dernières années par des organisations diverses (narcotrafiquants, paramilitaires, grands propriétaires et autres bandes criminelles). Ce sont des millions de paysans, en ce inclus les 5 millions de déplacés pendant le conflit interne qui attendent que justice soit faite. Espoir Il semble désormais que le vent soit en train de tourner. Sur près de 114 millions d'hectares de terres, le gouvernement se dit prêt à en redistribuer 56. Avancée estimée trop timide par certains, elle a le mérite d'instaurer un climat de confiance autour de la table de négociation. De l'avis d'Andrés Paris, délégué des FARC à la Havane, « Comparé aux processus de paix antérieurs, au cours desquels les parties n'avaient même pas pu s'accorder sur l'agenda ni sur des thèmes de travail spécifiques, les avancées sont ici significatives. Cela constitue un motif d'espoir ! » ^[2] Entretien réalisé par l'hebdomadaire mexicain « El Proceso » le 3 avril 2013 et intitulé « Lucas de la Paz ».. Les derniers dialogues de Caracas (1991-1992), Tlaxcala (1992) et El Caguán (1998-2002) avaient en effet été marqués par des échecs cinglants. Le succès actuel peut s'expliquer par la convergence de forces qui existe et la volonté commune d'aboutir à un accord de paix

global. Il reste évidemment d'autres thèmes d'importance à discuter ces deux prochains mois, comme la substitution des cultures illicites, les réformes électorales, la garantie que la guérilla puisse participer à la vie politique... Si tout se passe bien à la Havane, on est loin d'atteindre un consensus à l'intérieur du pays. Les débats sont vifs entre différents pans de la population qui vivent des situations très différentes selon leur répartition géographique. Ainsi, près de 65 % des Colombiens résident dans les grandes villes qui ont été épargnées par la violence tout au long de ce conflit. Les FARC n'ont eu de cesse d'être éloignées des grands centres urbains à coup de politiques répressives orchestrées par les derniers gouvernements. Ces populations sont partisans de cette violence étatique. Ils sont seulement 10 % de la population à être touchés directement par le conflit, pour la plupart des paysans et autres colons des terres reculées où les bombes pleuvent et où les exactions sont légion. Ce sont les zones montagneuses et la jungle colombienne, oubliées de tous. Ceux-ci estiment que des concessions doivent être faites aux deux parties. Il existe aussi une part de la population (5%) qui aurait beaucoup à perdre d'une résolution du conflit : des grands propriétaires terriens, groupes illégaux et autre élites locales qui se sont accaparés illicitement des terres et qui devront, en cas de paix, les restituer à leurs propriétaires déplacés... Ces clivages sociétaux expliquent pourquoi ce processus de paix se mène en dehors des frontières ! Si nous faisons un rapide sondage parmi la population belge ou européenne, nous nous rendrions compte que le conflit interne passe désormais pour être un conflit éteint. Ceci s'explique par l'éloignement du conflit des zones urbaines, ce qui lui confère une moindre médiatisation internationale. Pourtant, les cas de violence n'ont pas diminué. En 2012, on dénombre plus de 300 attaques opérées par les FARC, principalement sur les infrastructures énergétiques et de communications. C'est même légèrement davantage qu'il y a 20 ans, au faite même du conflit. Le modus operandi a en effet changé, nous explique Ariel Avila, de l'ONG colombienne Nuevo Arco Iris

^[31]<http://www.arcoiris.com.co> : « Avant, les FARC se lançaient à 300 combattants pour prendre une ville moyenne de province. Avec l'exacerbation de la répression, il est devenu plus difficile pour elles de continuer à engranger des victoires selon cette technique. Elles se font en effet bombarder violemment par l'armée, avec du matériel technologique de pointe. Désormais confinées dans les zones rurales du pays, elles se contentent d'actes de sabotage et autres délits dits « terroristes » afin de continuer à faire perdurer tout de même le conflit... ». Démobilisation Même si elle continue à régner en maître sur plus de 150 localités colombiennes, la guérilla est affaiblie et se consacre de plus en plus à la gestion politique des zones qu'elle occupe, sans aucune volonté de projection militaire au-delà. Son effectif ne compte plus que 8 000 combattants - soit moitié moins qu'il y a 10 ans - et diminue quotidiennement comme peau de chagrin à cause, principalement, des désertions mais aussi dans une moindre mesure des opérations de l'armée. La recherche de la paix est désormais la priorité. Mais le gouvernement n'est pas en reste. Après des décennies de

conflit, il se rend aussi compte qu'une victoire totale est impossible. S'il peut arriver à repousser les FARC aux confins du pays, le soutien populaire dont jouit la guérilla lui assure une survivance sur le long terme. Le principal défi auquel devront faire face les deux parties lors de l'après-conflit sera celui de la démobilisation. « L'effectif de l'armée colombienne compte 480 000 soldats, ce qui en fait le 2ème contingent après le Brésil sur le continent. Dans une phase de paix, et malgré la permanence de groupes paramilitaires et illégaux qui subsisteront, il faudra diminuer ce nombre de 25 % très rapidement. Que va-t-on faire de ces hommes ? Comment faire pour qu'ils ne glissent pas vers la criminalité organisée, une fois sans occupation professionnelle ? », se demande Ariel Avila. Pour les FARC, il s'agit de près de 20 000 personnes (soldats et sympathisants) à qui il va falloir trouver une nouvelle raison d'être. La lutte même pour la redistribution équitable de la terre prédestine les FARC à se reconvertir dans la gestion politique des localités rurales. Fortes du réseau déjà tissé ces dernières années, elles n'auront sans doute aucun mal à assurer ces nouvelles fonctions. Mais au vu du climat de violence qui subsiste, le défi principal sera d'assurer la sécurité des anciens guérilleros. « Les groupes illégaux vont se ruer sur les zones démobilisées, le plus souvent pour y extraire des ressources naturelles et pour assurer des activités de trafic et de blanchiment d'argent. Nous craignons une stratégie d'élimination systématique des FARC », s'inquiète Ariel Avila. Il est primordial que la Colombie soit appuyée par d'autres pays dans ce processus de paix, mais également dans la gestion de l'après-conflit. Si ses voisins semblent aller dans cette direction, il nous paraît évident que l'Union européenne devrait également soutenir la démarche activement. Alors que des accords de libre-commerce viennent d'être ratifiés entre l'UE et ce pays, nos dirigeants ne peuvent omettre une quelconque forme de coopération sur ces questions de sécurité, domaine dans lequel l'UE détient une expertise qui doit être partagée afin d'œuvrer pour l'instauration d'une paix durable en Colombie... *Santiago Fischer*

Documents joints

[Vers la fin du conflit avec les FARC en Colombie ?](#)

Notes

Notes

- ↑ 1 L'indice « Gini » de concentration de propriété rurale en Colombie est de 0,85, alors que le taux maximum d'inégalité est fixé à 1.
- ↑ 2 Entretien réalisé par l'hebdomadaire mexicain « El Proceso » le 3 avril 2013 et intitulé « Luces de la Paz ».
- ↑ 3 <http://www.arcoiris.com.co>